

Sommaire

-Edito	p.1
-Communiqué de presse	p.2 et 3
-Commentaire Christian Huglo	p.4
-Nos interventions	p.5
-Revue de doctrine, articles	p.6

Crédit photo : Yannick Monget

Edito :**Les PPRT, le risque juridique s'ajoute au risque accidentel...**

Les plans de prévention des risques technologiques créés par la Loi Bachelot du 30 juillet 2003, à la suite de la catastrophe AZF, ont pour objectif, au niveau des sites industriels à fort potentiel de dangerosité, de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et d'encadrer l'urbanisation future.

Près de dix ans après la publication de cette loi, force est de constater que les efforts déployés ont essentiellement permis d'identifier la difficulté des situations, sans pouvoir les résoudre compte tenu de la réalité des coûts inhérents à la limitation des risques.

Des propositions de lois viennent d'être déposées afin d'augmenter les prises en charge des financières des mesures de protection des riverains, par les pouvoirs publics mais également par les exploitants, à l'heure de la crise de la dette et de la volonté de réindustrialiser...

Nouvelle difficulté à l'approche du traitement des contentieux dirigés contre les premiers PPRT, l'année 2012 s'achève sur la première annulation judiciaire d'un PPRT, celui du dépôt d'hydrocarbures Esso de Toulouse adopté en janvier 2010.

Il est significatif de relever que ce PPRT avait été contesté par les riverains, par les collectivités locales concernées, par les associations de protection de l'environnement et par l'exploitant lui-même.

Au final, tout le monde a gagné puisque le Tribunal administratif a fait droit à toutes les requêtes en censurant le Plan litigieux pour des vices de procédure, tenant notamment à l'insuffisante information du Public...

Au demeurant, le Tribunal indique de façon pragmatique qu'un PPRT n'a ni pour vocation d'éliminer tous les risques, ni de permettre l'expropriation des installations Seveso à l'origine de son élaboration...

Dix ans après, le risque juridique s'ajoute donc au risque de l'accident industriel.

Plus loin, nous consacrerons un développement important sur un contentieux marquant de cette fin d'année 2012 relatif à une affaire de pollution sortant de l'ordinaire.





Crédit photo : Yannick Monget

COMMUNIQUE DE PRESSE
DOSSIER SOUDIÈRES

Objet : Action en indemnisation contre les Soudières du fait de la pollution aux chlorures de l'eau de la Moselle – Audience Tribunal de Grande Instance de Metz du 13/12/2012.

Depuis la fin du 19^{ième} siècle, les industries, dites des Soudières, exploitent les gisements calcaires et salifères lorrains pour la fabrication de carbonate et bicarbonate de sodium, respectivement utilisés dans l'industrie verrière ou la fabrication de lessive, ainsi que l'alimentation humaine ou animale. Cette industrie a pour conséquence directe le rejet de quantités très importantes de chlorures (sels) dans la Meurthe, affluent de la Moselle, qui elle-même est un affluent du Rhin.

A la fin des années 60, la Ville de Metz s'est trouvée confrontée à d'importantes difficultés d'alimentation en eau potable. À l'époque, la Ville tirait ses principales ressources en eau potable des pompages dans la nappe alluviale de la Moselle en amont et en aval de Metz, ainsi que des sources de Gorze.

Les eaux de la Moselle présentant des concentrations en chlorures trop importantes pour envisager un traitement à prix raisonnable, la Ville de Metz a donc été contrainte de créer une nouvelle adduction d'eau à partir du Rupt de Mad. Ces ouvrages, mis en service en 1972 ont alors coûté à la collectivité près de 8,2 M€.

Malgré les efforts des Soudières pour réguler les rejets de chlorure dans la Meurthe, l'importance de ces concentrations en chlorures perdurent, empêchant ainsi tout prélèvement direct pour l'alimentation en eau potable dans la Meurthe et dans la Moselle, en aval de leur confluence.

Cette dégradation des caractéristiques de l'eau de la Moselle comme ressource d'eau potable par les rejets des chlorures de SOLVAY et NOVACARB est préjudiciable pour la Ville de Metz. Elle doit en effet avoir recours à d'autres ressources en eau dont la concentration en chlorure est moins élevée (eaux du Rupt de Mad) qui se traduisent par un surcoût significatif de la production d'eau potable.

La présence de ces chlorures limite également fortement certains usages industriels ayant besoin d'une ressource en eau de qualité, préjudiciant ainsi au développement économique de la Ville de Metz comme du sillon mosellan. Les industriels installés tout au long de la Moselle doivent également faire face à des coûts souvent prohibitifs de maintenance de leurs installations, liés à la corrosivité de l'eau utilisée.

Cette indisponibilité des eaux de la Moselle comme ressource naturelle présente par ailleurs un risque pour notre Ville en l'absence de potentiel de diversification de ses ressources en eau potable. En cas d'incident grave au niveau du Rupt de Mad, et faute de pouvoir disposer à ce jour d'autres solutions d'approvisionnement, c'est près de 60% de l'alimentation en eau potable de la Ville de Metz et de l'ensemble des communes et population qu'elle dessert qui risque de ne plus être assurée.





Crédit photo : Yannick Monget

Dès 2001, la Ville a obtenu du Tribunal Administratif de Nancy qu'une expertise judiciaire soit menée, laquelle s'est conclue par un rapport établissant la réalité du préjudice pour la Ville de Metz à hauteur de près de 50M€ (valeur 2007).

Dans la suite logique de cette expertise, **la Ville de Metz a décidé de saisir le Tribunal de Grande Instance de Metz d'un recours tendant à ce que les Soudières soient solidairement condamnées à lui payer la somme de 51,5 millions d'Euros (valeur actualisée).**

Si au terme de cette procédure la Ville de Metz entend que sa qualité de victime soit reconnue et fasse l'objet d'une juste indemnisation, elle ne souhaite aucunement nuire à l'activité industrielle de ces 2 sociétés, d'autant plus que des solutions concrètes sont désormais envisagées permettant de restaurer la qualité et la potabilité de l'eau de la Moselle.

Conformément à l'esprit de la directive cadre européenne sur l'eau, le SDAGE (schéma départemental d'alimentation et de gestion des eaux) fixe l'objectif de réduire la teneur en chlorures de la Moselle et de sa nappe alluviale et prévoit des actions de sécurisation de l'alimentation en eau potable des collectivités ne pouvant pas s'alimenter directement dans la Moselle.

Ces dispositions s'inscrivent pleinement dans les prescriptions de l'article L211-1 du code de l'environnement qui énonce que l'usage de l'eau doit prioritairement satisfaire les besoins de la population et notamment son alimentation en eau potable.

Depuis 2009, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse a établi plusieurs scénarii, **parmi lesquels la création d'un « calcoduc » permettant d'évacuer lesdits rejets vers des secteurs où les débits naturels des cours d'eau permettraient d'en minimiser l'impact semble la plus prometteuse.**

La Ville de Metz souhaite en tout cas privilégier une solution de ce type, qui permettrait d'améliorer l'environnement en général et la qualité ainsi que les usages des eaux de la Meurthe et de la Moselle en particulier, tout en préservant les intérêts économiques des entreprises concernées.

Dès lors que ses droits seront reconnus, la Ville de Metz est disposée à participer financièrement à toute opération ou travaux menés en ce sens, dans l'intérêt général et collectif des messins comme des Mosellans dans leur ensemble.

Cette affaire de principe, audience le 13 décembre 2012, a été mise en délibéré au 14 mars 2013

prochain.





Crédit photo : Yannick Monget

Une affaire de pollution plaidée devant le TGI de Metz qui sort de l'ordinaire Commentaire de Maître Christian Huglo et Maître Gwendoline Paul

La présente newsletter est donc consacrée en très grande partie à une affaire de pollution qui sort de l'ordinaire qui vient d'être plaidée par le Cabinet le 13 décembre 2012 par Maître Christian Huglo et Maître Gwendoline Paul et qui concerne la question de l'alimentation en eau potable de la Ville de METZ.

En substance, la Ville de METZ, depuis des temps séculaires, est obligée de mettre en œuvre des moyens exceptionnels pour pallier les inconvénients liés aux déversements extrêmement importants de chlorure de sodium par deux groupes industriels, NOVACARB et SOLVAY qui rejettent dans la Meurthe, puis dans la Moselle les résidus de leurs procédés de fabrication de la soude dont ils extraient la matière première du sous-sol lorrain.

Après six longues années d'expertise, un rapport d'expert qui conclut à une compensation environnementale de 50 millions d'euros (évaluée par équivalent en l'espèce par la création potentielle et nécessaire d'une usine d'extraction du sel de l'eau par osmose inverse), l'affaire prend une dimension assez vive dans la question de la défense des intérêts de chacun car les enjeux financiers sont importants.

Ce qui est important est surtout la leçon que l'on peut tirer de cette affaire sur le terrain des principes.

En fait, en réalité, il ressort de cette affaire importante et intéressante que :

1°) d'abord, comme l'ont montré déjà un certain nombre de théoriciens du droit comme le Professeur DRAGO, qu'il n'y a pas égalité entre liberté du commerce et de l'industrie et protection de l'environnement car l'absence de protection de l'environnement peut aller à l'encontre des intérêts industriels : ici, ce qui est très singulier, c'est que la Ville de METZ est obligée de produire de l'eau potable non seulement pour elle-même et les communes voisines, mais encore pour l'industrie située en aval, notamment les usines CITROEN ; on dit également que des installations de pompage de la centrale de CATTENOM souffre beaucoup de cet apport excessif en chlorures en sel.

2°) En droit de l'environnement comme ailleurs, il n'y a jamais de situation acquise définitivement. Les lois sur l'environnement ont fait évoluer les choses.

Si à un moment donné de l'histoire, les industriels ont pu effectivement utiliser le fleuve à leur avantage, l'augmentation généralisée des usages de l'eau, l'augmentation des populations ne pouvaient que remettre en cause ce droit illusoire.

Au moment où l'on parle de responsabilité sociale et environnementale, c'est tout un ensemble qu'il faut reconsidérer.

L'affaire a été mise en délibéré ; elle pose des questions de droit absolument passionnantes sur la question de la façon dont la prescription se calcule en matière environnementale, la question des droits acquis et l'extension de ce que l'on peut appeler la théorie des troubles de voisinage qui s'appliquent, comme l'a montré à plusieurs reprises la doctrine, et notamment Françoise NESI, non plus aux seuls troubles de voisinage purs et simples mais encore aux nuisances industrielles.

Cette affaire a beaucoup de parenté avec une affaire qui avait été plaidée en son temps par le Cabinet et qui a donné lieu à un arrêt de la Cour d'Appel de PARIS fort remarqué (Aff SNPE / SIERV note François-Guy TREBULLE à l'AJDA de 2001).



Nos interventions :

- **3 et 4 décembre 2012 : ELEGIA** : droit de l'urbanisme. **F.BRAUD**
- **3 et 4 décembre 2012 : EFE LYON** : HSE; **MP.MAITRE/E.MERLANT**
- **4 et 5 décembre 2012 : SMART ENERGY FACTORY** : l'efficacité énergétique industrielle. **A.FOURMON**
- **6 décembre 2012 : EFE** : RSE. **MP.MAITRE**
- **7 décembre 2012 : LexisNexis Carrefour du droit**: l'actualité du droit de l'environnement **MP.MAITRE/C.HUGLO**
- **10 et 11 décembre 2012 : EFE** : HSE. **MP.MAITRE/E.MERLANT**
- **12 décembre 2012 : Séminaire d'actualité ICH** : la pénurie foncière, mensonge ou actualité. **C.HUGLO**
- **13 décembre 2012 : LexisNexis** : le contentieux photovoltaïque et EnR. **A.FOURMON**
- **14 décembre 2012 : Petit déjeuner Huglo Lepage et Synergie** : **Stratégies environnementales : bilan de l'année 2012.** **C.LEPAGE/MP.MAITRE/D.LIVIO**
- **17 et 18 décembre 2012 : EFE** : HSE. **MP.MAITRE/E.MERLANT**





Crédit photo : Yannick Monget

Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité

📖 F.Braud, rubrique de jurisprudence urbanisme et environnement, BDEI
Novembre 2012

📖 C.Huglo, Erika, une issue heureuse pour l'évolution du droit de l'environnement.
Revue Préventique Novembre/Décembre 2012.

D
E
C
E
M
B
R
E

2
0
1
2

